Le week-end au rayon libéral

Internacional | 17-12-2006 | 08:31

C?est la plus grande zone commerciale de France. Un terrain de 200 hectares, 400 enseignes, 6 000 salariés, des dizaines de milliers de clients chaque jour. Bienvenue à Plan de Campagne, entre Marseille et Aix-en-Provence. Une fourmilière de la consommation de masse qui se retrouve au centre de la polémique nationale sur le travail dominical. Selon les syndicats, le gouvernement veut faire de Plan de Campagne le « détonateur » pour libéraliser la réglementation française. Pendant quarante ans, le site a bénéficié d?une dérogation permettant aux magasins qui le souhaitaient d?ouvrir le dimanche. Mais fin janvier, l?autorisation arrive à son terme et ne sera pas renouvelée parce que jugée illégale par la plus haute instance de justice, le Conseil d?État. Un symbole pour les syndicats. Une catastrophe pour Stéphane Brousse, président de l?Union pour les entreprises des Bouches-du-Rhône (UPE13). « La seule raison d?être de Plan de Campagne, c?est justement d?être ouvert le dimanche. ». Alors avec l?appui des directions des grandes chaînes de distribution, l?organisation patronale demande au ministre du Commerce de changer la loi.

Dutreil

tout puissant

« C?est un rapport de forces depuis six ans, explique Avelino Carvalho, qui suit le dossier pour la CGT. Si la législation saute ici, elle saute partout en France ». En 2002, suite à la plainte des associations de commerçants de Marseille, le tribunal administratif annule les dérogations préfectorales sur les ouvertures du dimanche. Un accord signé par le préfet, les organisations patronales, la CFE-CGC et la CFTC, donne alors cinq ans aux magasins de Plan de Campagne pour effectuer la transition. D?abord devant la cour d?appel puis par un recours au Conseil d?État, l?UPE13 tente de revenir en vain sur la décision de justice. Les enseignes qui ont l?habitude d?ouvrir le dimanche à Plan de Campagne devront tirer le rideau à partir du 23 janvier 2007. À moins d?outrepasser la loi. Mais début décembre, le MEDEF marseillais reçoit un coup de pouce de Renaud Dutreil. Le ministre du commerce prolonge sans concertation le régime dérogatoire jusqu?à fin février. « Si parmi les pistes proposées par le rapport que le Conseil économique et social doit remettre à Dominique de Villepin à cette date, il y a une ouverture législative possible, il est raisonnable d?attendre ». Un scandale pour Jean-Marc Cavagnara, de la CFDT, qui évoque « un État de non-droit dans lequel un ministre contredit la justice pour satisfaire un patronat qui, pendant cinq ans, n?a pas joué le jeu de l?accord ».

Inquiétudes salariales

Selon la chambre de commerce, le retour dans le droit commun se traduirait par une chute du chiffre d?affaires qui pourrait conduire à la suppression de 1 000 postes. « Pas si sûr, pour Avelino Carvalho. Le surplus de vente est dû à la situation de monopole de Plan de Campagne. Si l?ouverture du dimanche se banalise, les autres zones commerciales du département vont prendre leur part de marché. Et d?autre part en fermant le dimanche, les magasins compenseront en ouvrant le lundi et le mardi matin. » Le 28 novembre, l?organisation patronale UPE13 affirmait qu?elle était en train de « constituer un collectif de salariés désireux de travailler le dimanche ». Deux jours après, ladite Génération Plan revendiquait 1 000 adhérents, soit le nombre théorique de « salariés dominicaux », et soulevait la question des pertes de salaire en cas de fermeture. Un problème de façade pour Sophie Laurent, vendeuse à temps plein dans la galerie marchande Avant Cap. « Pour l?instant mon salaire est majoré de 100 euros par mois parce que c?était une clause de l?accord passé avec le préfet mais, dès février, ce sera terminé. Je ne gagnerai pas plus qu?un autre jour si "Plan" reste ouvert. »Depuis presque trois ans, Sophie gagne 1 100 euros en travaillant tous les dimanches. À vingt-sept ans, elle vit toujours chez ses parents. Rester ouvert le dimanche sans majoration ou fermer, « pour mes collègues et moi, c?est un choix entre le pire et le pire ». Un témoignage loin du slogan de campagne « travaillez plus pour gagner plus » de Nicolas Sarkozy. Interrogé sur la problématique du travail le dimanche, ce dernier a renchéri : « les week-ends, quand on n?a pas les moyens de les passer avec sa famille, ça ne sert à rien ». Le président de l?UMP ferait-il l?amalgame entre consommation et loisirs ? Une crainte qui fait dire à Jean-Marc Cavagnara qu?en
libéralisant le travail le dimanche, on change de société, le tissu social explose.

Fuente: Loste
Autor: Loste